

N° 49-3

A reproduire et diffuser sans vergogne !

Lundi 14 septembre 2009

Le journal de Caen qui passe en force !



Agence de Presse Racailles-Résistances (AP2R)

Le journal qui adopte ses décisions sans votre vote



«Et après ça, tu vas garder cet uniforme nazi, Brice ? Non, tu vas sans doute l'enlever... Alors on va te laisser quelque chose que tu ne pourras pas censurer...»

Lt. Aldo Raine & Sgt. Donny Donowitz

Brèves et R'humeurs...

- Il paraîtrait que Will' ironise en nous laissant diffuser ses photos dans ce numéro.
- Patrick Swayze en arrivant devant Saint Pierre lui dit : «J'm'appelle Bhodi ça t'va ?».
- Besson dit non aux tests ADN, l'Elysée aurait les glandes...
- J.F.K. freine les hardeurs de la FED et se fait assassiner, que se passe t'il quand Ted Kennedy s'oppose à l'immunité de l'industrie pharmaceutique américaine sur H1N1 ?
- Gontard aurait dit «Merde !» lors de son discours à Rennes II.
- La presqu'île serait en fait presque bien.
- Sim aurait enfin pris sa carte...
- Le PS aurait lui pris des cartes... en moins !
- L'armée irakienne pense que la chaussure lancée sur G. Bush a été fabriquée au Pakistan, prouvant que des liens existent entre le lanceur et les Talibans.
- La grippe A vient d'avoir son permis.

EDITO

Quel avantage peut tirer l'UMP du haut (certes le PS et le Modem aussi) de son privilège, qu'est celui d'étaler dans nos médias cette profonde débilite qui les caractérise si bien ? Je ne pense pas qu'on puisse faire mieux que Nicolas Sarkozy, en allumant le feu dans les cités du bas, en se faisant la balade en novembre 2005, ça pour une connerie... Lui au moins, pour foutre le bordel, il est sorti de son domaine pour mieux conquérir. Alors que là... c'est tellement naz(i)e Brice, franchement, ça donne pas envie de mettre à sac la voiture du voisin. Remarque quand on a Copé près de soit, ça ne peut que faire un flop. Surtout pour la défense, c'est pas le meilleur en jeu d'équipe. Il est plus du genre à te mettre la tête sous l'eau pour s'élever, même si t'as pied dans une piscine gonflable... Pauvre Brice, on espère qu'au moins tu te rends compte que ta place n'est pas dans un ministère, aussi peu prestigieux soit-il. Quand tu passes à l'immigration, les sans-papiers qui viennent offrir un rein pour sauver une frangine, sautent dans le vide pour échapper aux rafles de police. Quand tu passes au ministère du travail les employés commencent à sauter eux aussi par la fenêtre, pour éviter le sadisme de leurs patrons qui les trouvent trop performant pour justifier d'une délocalisation. Et quand on te met à l'Intérieur tu préfères te faire sauter tout seul... c'est dire si ton patron est esclavagiste... Mais quelle audace tout

de même ! Nous à Racailles on appelle ça du sabotage, on aime bien le principe sauf quand on enferme des innocents sur des suspicions. Mais alors toi, balèze, pfff mieux que ça, tu deviens notre Julien Coupat. Saboter son ministère et contraindre un abandon de loi déjà adopté (si si, c'est vraiment trop bon) c'est réellement impressionnant. Mais pour toi, c'est du lourd, que dis-je du ferme ! Là ton dossier est blindé, c'est du béton armé. La justice française va faire son sketch, mais t'en fait pas on t'apportera des oranges (récoltés par ceux que tes décisions politiques refoulent, que des types, pardon des prototypes comme toi, n'autorisent pas de titre de séjour à long terme, juste du court pour faire copains-copains avec les mafias locales) seulement pour Noël, cela va de soit. Tu finiras pas Président t'as pas été assez stupide, mais purée t'auras été bon ! Peut-être pas autant que Michèle Alliot-Marie avec l'affaire de Tarmac, mais t'auras marqué la politique française d'une trace qu'on avait pas vu depuis 65 ans. Tu es un rebelle, un vrai, t'as eu raison de faire le beau à l'université d'été. Si ça se trouve, tu viens de faire gagner les présidentielles de 2012 à Besancenot par ta seule présence (boutade). Alors on va distribuer Racailles en chantant (sans jouer du pipo comme toi) sur du Brassens une chanson pour l'Auvergnat.

François-Régis Norris
(celui qui comme toi casse des briques)

Envoyez vos contributions :
red-racailles@no-log.org

Agenda

Lundi 14 septembre :

- Sortie du numéro 49 du journal Racailles.
- Dernier gala de danse pour Patrick Swayze...

Mardi 15 :

- Rendu de jugement du procès d'une manifestante à 13h30 au TGI (place Fontette).
- Y'a 1 an, la banque Lehman Brothers faisait faillite...

Mercredi 16 :

- Journée internationale de la protection de la couche d'ozone.

Jeudi 17 :

- AG de rentrée de l'université à 13h amphitheâtre Huet (bâtiment Lettres).
- Réunion vélorutionnaire à 19h00 au Bar de la Fac, Rue du Gaillon.

Vendredi 18 :

- Ça fait que 28 ans que la peine de mort est abolie au "pays des Droits de l'Homme".

Samedi 19 :

- 110ème anniversaire de la grâce d'Alfred Dreyfus.
- Mickey a 81 ans et il moussu toujours...

Dimanche 20 :

- Dernier jour du règne de Louis Croix-Vé-Baton.

Lundi 21 :

- Sortie du numéro 50 du journal Racailles, hé oui 50...
- Journée internationale contre la maladie d'Alzheimer. On avait failli oublier...

Otages depuis 862 jours

Séquestration du président de l'Université en mars 1975

Dans l'épisode précédent, plus d'une cinquantaine d'étudiants retenaient le président de l'Université ainsi que les directeurs du personnel de deux usines de l'agglomération caennaise. Il était 21 heures et les bâtiments venaient de fermer officiellement...

Pour les autorités de l'Etat, la séquestration du président de l'Université et des directeurs du personnel ne pouvait durer. En premier lieu, le recteur de l'Académie, qui est chancelier des universités, est témoin direct des événements puisque le rectorat est encore situé sur le campus. Il fait appel directement au préfet du Calvados pour régler la situation.

A l'intérieur du bâtiment Lettres, les discussions continuent et une amorce de négociation a lieu. Le maître assistant de sciences éco qui est retenu explique notamment aux étudiants qu'il était partisan d'un compromis mais que ce n'était pas la position majoritaire chez les enseignants. Le président Robba, quant à lui, tout en demandant la libération des directeurs du personnel de Jaeger et de la Radiotechnique, plaide sa cause et explique aux étudiants qu'il peut essayer de convoquer une réunion de conciliation entre les profs et des étudiants dûment mandatés par l'AG. Robba surprend même les étudiants en affirmant

qu'il trouvait leur position fondée. Mais certains étudiants sont sceptiques sur les propos du président Robba. Ils lui demandent alors de s'engager, il leur répond qu'il leur donne sa parole. Après cela, les étudiants se réunissent entre eux pour faire le point : les profs ont commencé à reculer en acceptant une réunion de conciliation mais la question du zéro pose toujours problème. La question de la poursuite de la séquestration est aussi débattue. La plupart des étudiants sont pour continuer car le rapport de force est en leur faveur.

Le candidat malheureux au poste de président de l'Université, Mr Frémont, propose de jouer les bons offices en appelant par téléphone le directeur de l'U.E.R. de sciences éco. Après d'infructueuses recherches, Frémont ne trouve pas de téléphone permettant de joindre l'extérieur de l'université. Il s'apprête donc, accompagné de deux étudiants, à quitter le bâtiment pour trouver un téléphone. Pendant ce temps, le recteur et le préfet se sont concertés pour savoir quelle suite donnée à cette séquestration. Et c'est la manière forte qui est choisie. Le recteur décide unilatéralement de lever la franchise universitaire¹ car il estime que la sécurité des personnes séquestrées, notamment les deux directeurs du personnel, n'est plus assurée.

A suivre...

1. La franchise universitaire donne au président de l'université la gestion de l'ordre sur le territoire du campus.

AP2R

Appel de Strasbourg du 11 Septembre 2009

Depuis le 1 janvier 2009, on veut nous faire croire que l'Université de Strasbourg est devenue autonome, alors, qu'en réalité, elle est devenue de plus en plus dépendante de la loi du Marché et de moins en moins financée par l'Etat. On voudrait aujourd'hui, 11 septembre 2009, nous faire croire que tout va pour le mieux et que les acteurs du monde universitaire sont ravis.

Grâce à la LRU, le savoir devient une marchandise. Les capitaux privés interviennent au sein de l'UdS par le biais de la Fondation, dont l'objectif déclaré est de "vendre l'ensemble de l'Université" (DNA 13/05/09). La masterisation casse la formation des fonctionnaires, afin de fragiliser leur statut, pour en faire des vacataires toujours plus précaires. Les nouveaux programmes contiennent des projets professionnels obligatoires, destinés à rendre les étudiants et leurs filières plus rentables.

Grâce à la LRU, la Fac devient petit à petit une entreprise. Comme on pouvait s'y attendre, les entreprises influencent déjà le contenu des formations, à l'exemple de la licence et du master en management "supermarché Match". Le président Beretz, dont la prime annuelle a augmenté jusqu'à 40000€, siège avec les pleins-pouvoirs et exerce sa politique arbitraire sur l'Université. Le conseil d'administration est de moins en moins représentatif en personnels et en étudiants, mais il est ouvert à des personnalités extérieures tel que le président du Medef local. Cette nouvelle logique entrepreneuriale entraîne déjà répressions, licenciements et rétrogradations.

A peine autonome, l'Université se trouvait déjà en grève. On essaie aujourd'hui de nier les mouvements sociaux que les universités ont connus dès 2007.

A travers toute l'Europe ces dernières se sont mobilisées, et se mobilisent encore contre le processus de Bologne, à l'origine de la LRU en France, de la loi LOU en Espagne etc...

Tout ce processus s'inscrit dans une même logique de privatisation qui touche tous les secteurs publics, de l'hôpital à la poste, en passant par l'éducation de la maternelle à l'Université. Et quand ce n'est pas la privatisation, c'est l'exigence de rentabilité à court terme qui s'immisce dans les services publics et impose des pratiques entrepreneuriales et managériales.

Au niveau mondial c'est l'Accord General sur le Commerce des Services signé en 1995 par l'OMC, qui contraint tous les pays membres de l'OMC à privatiser 160 secteurs d'activité publique (dont l'éducation, la santé, la poste etc..).

Non monsieur Beretz, nous ne sommes pas dupe du rôle que vous tenez, avec tous les présidents d'universités devenues autonomes. Nous appelons donc en conséquence toutes les universités de France et d'Europe, à se remobiliser, car nous ne céderons pas, et non! l'université ne sera pas une entreprise dont nous serons les clients pour finir exploités sur le marché du travail.

Face à cette contestation sociale, la répression administrative au sein de l'université ne se fait pas attendre, à l'exemple de l'université de St Etienne, qui menace neuf étudiants grévistes d'interdiction d'inscriptions dans l'enseignement supérieur. Face à ces méthodes inacceptables nous apportons notre soutien aux étudiants et personnels sanctionnés.

Les étudiants en lutte.

<http://www.strasbourggenlutte.com/>

Quel modèle !

Mardi 8 septembre, Caen. Une voiture arrêtée à un feu rouge fait l'objet d'une interpellation. Les usagers du véhicule sont contraints, sous les revolvers des policiers, de sortir. Durant près d'une demi-heure, ils attendent menottes aux poignets, sur le trottoir.

Ce doit être de dangereux individus pour qu'ils soient appréhendés de la sorte. Si les policiers qui assurent notre sécurité n'avaient pas été là, ils seraient passés au feu vert ! Mais au fait, quel est le motif de cette interpellation musclée ? Vol.

Source ? Appel d'un témoin.

Suite ? Tout ce qui a pu être retenu contre le vol de yaourts périmés dans les poubelles d'un supermarché, sont des relevés d'identités !

Etre suspecté de vol est une chose, mais le fait d'être interpellé avec des revolvers braqués sur soi est une autre. La cémentation lié aux policiers ne justifie, ni l'utilisation d'armes à feu, ni de menottes pour une suspicion de vol suite à un appel.

Si nous téléphonions à la police pour dénoncer notre voisin d'avoir cambriolé la maison d'en face, serait-il lui aussi, abordé de la sorte ?

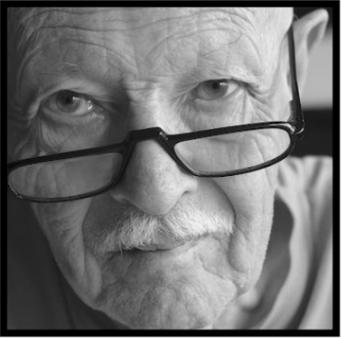
Comment prétendre que le niveau de violence va baisser en amenant plus d'agents de l'ordre (gendarmes ou policiers) ; alors que ces mêmes agents font souvent preuves de violences verbales quand ce n'est pas physiques ? L'agression, dans tous les cas, est éprouvante pour le moral de la victime ; mais le fait qu'elle provienne des représentants de l'ordre, ceux là même qui sont présent afin de lutter contre certaines de ces agressions, l'est encore plus.



Lisez !

"Les Echos du Safari" "Rebetiko" "Soleil Noir"

**Et pis tant
qu'à faire...
Ecrivez aussi !**



"La photo c'est surtout l'œil qui la fait. L'appareil il le faut bien sûr... Mais c'est le photographe qui fait la photo, pas l'appareil..."

Willy Ronis,

14 août 1910 - 12 septembre 2009.



Les Amoureux de la Bastille, 1957



Rose Zehner, Usine Citroën-Javel, 1938



Manifestation du Front Populaire à Paris, 14 juillet 1936



La photographie est oeuvre de conscience lorsqu'un cliché se joue de la perception du temps et de sa place dans notre propre espace...

... c'est aussi et surtout une vision inaltérable d'un monde qu'on transmet aux générations à venir.



Le Petit Parisien, 1952

Le prof Merins a toujours quelque chose à dire :

Vous avez sans doute remarqué comme moi que le gouvernement a été gêné par le nom de « Taxe Carbone » pénalisant et a tenté sans réussite de le remplacer par l'expression « Contribution Climat Energie ». Alors quelle différence entre taxe et contribution ?

Taxe apparaît en 1405 du latin médiéval taxa, de l'ancien provençal tacsas « action d'estimer la valeur de quelque chose ». C'est en 1461 qu'il intègre la famille des impôts. En 1561, c'est le règlement fait par autorité de justice des frais judiciaires. Enfin, en 1690, il revient au prix qu'on met à un objet.

Contribution vient du latin juridique dès 1317 pour désigner la part de chacun pour une dépense, une charge commune, et, en 1580, la participation. En 1671, à la fin de la Guerre de Trente Ans, mettre sous contribution est imposer un tribut (de guerre).

Ainsi c'est par question de sens plus simple que taxe semble avoir été préféré.

Contribution, dans son sens premier, est donc la part apportée à une œuvre commune. Et mettre à contribution est recourir aux services, au talent de quelqu'un. Mais ce sens flatteur est réservé. C'est donc du domaine du droit financier. D'abord, la contribution est la répartition de ce que chacun doit recevoir ou payer selon ses possibilités, son intérêt ou son montant de créance. Ainsi la contribution au jet dans la mer qui est la répartition des pertes contraintes d'un bateau en cas de tempête ou de piraterie. Si Nicolas Hulot a du succès avec son film tiré de son livre, Le Syndrome du Titanic, comme pour Home, il n'apportera pas de contribution, même pour compenser l'énergie pour aller voir et diffuser sa bonne parole.

Autrement la contribution est donc la part apportée à une dépense, à une charge commune. Si elle n'est pas privée, elle est la somme due à l'Etat pour les charges publiques. Mais vous le connaissez à quoi va servir tout cet argent ? Quels programmes d'intérêt écologique ça va financer ? Non ? Alors la contribution, elle sera de bonne guerre pour moi, il faut être vraiment idiot pour se laisser avoir comme ça ! Taxe, c'était d'abord la fixation officielle du prix des denrées, et donc le prix.

Comme si on mangeait du carbone... En droit, c'est celle d'un juge des frais du personnel de justice. Comme si on était déjà coupable de trafic de carbone... Ou bien l'indemnité d'un témoin d'une enquête... Dites, avez-vous bien payé Racailles, vous devez bien cette démonstration. Et puis aussi vous remboursez la taxe carbone de Racailles comme de tout ce que vous consommerez. Car la taxe est le nom vieilli du tarif des indulgences papales. On vous pardonnera tant que vous serez riche. Mais l'arbre qui poussera n'absorbera pas le carbone de votre voiture qui roule là maintenant (Attention aussi à l'amende si vous lisez en même temps au volant !).

Sinon la taxe, c'est bien une imposition opérée par une collectivité publique à l'occasion de la fourniture à l'administré d'une contrepartie individualisable, autrement dit une redevance. En droit fiscal, c'est la taxe postale, sur les télévisions, l'enlèvement des ordures ménagères, d'habitation, d'apprentissage, professionnelle (bientôt supprimée)...

La taxe la plus connue est la TVA, la Taxe à la Valeur Ajoutée, due par toute personne qui fait un produit ou rend un service au consommateur. Mais on connaît le système, c'est le consommateur qui fournit l'argent de la taxe que donne le fournisseur à l'Etat. Il y a aussi la taxe à l'importation, les droits de douane, et la taxe carbone y aura sa déclinaison. Et puis il y a aussi la taxe de séjour dont la définition est en 1936 la « Taxe perçue à raison du séjour d'une personne dans une

station touristique ou climatique. » On voudrait nous faire croire que la France est le plus beau pays du monde qu'on ne s'y prendrait pas autrement...

Mais on l'a donc vu, la différence entre contribution et taxe, c'est la différence entre servitude volontaire et le péché ; entre consentir, même participer à sa domination puisqu'on est d'abord faible mais avec une certaine puissance on peut ne plus l'être, et se croire avoir une nature pécheresse qu'on se doit de faire pardonner.

Un autre mot que vous avez remarqué, mais dont on n'a pas assez donné sens alors qu'il peut être certain, c'est Prototype, mot prononcé par Brice Hortefeux envers ce jeune militant d'origine maghrébine lors de la discussion controversée à l'université d'été de l'UMP.

Prototype est du grec latinisé, de proto, le premier, et typos, le genre, qui apparaît en 1552 sous la plume de Rabelais dans son sens initial, puis en exemplarité en 1641 sous celle de Sully pour l'exemplarité, celle de l'Encyclopédie un siècle plus tard pour une application industrielle.

Le prototype est, dans son sens ancien, le modèle premier, premier exemplaire (d'un objet à reproduire) ; ainsi ce jeune homme ne correspondrait pas au modèle, au premier exemplaire des poses photographiques (je

n'utilise pas « clichés », pour ne plus être assez dans l'ambiguïté de vocabulaire) ou des Auvergnats ou des Maghrébins. En biologie, c'est même la forme primitive à laquelle on peut faire remonter les formes ultérieures. En effet, je vois mal Lucy être l'ancêtre d'un daguerréotype.

Alors c'est l'exemple parfait. Est-ce là encore l'exemple parfait des Auvergnats ou des poses ou des Maghrébins ? Car si le jeune militant est Auvergnat et en même temps ne doit pas boire de la bière, ni manger du porc, les cafés parisiens ne seraient pas ce qu'ils sont. S'il est maghrébin, Hortefeux est d'une ironie subtile. Si c'est une pose photographique, vous devez mettre le flash trop fort pour avoir le cerveau totalement illuminé.

En industrie, le prototype est le premier modèle réel d'un objet, d'une machine, établi afin de le mettre au point avant d'entreprendre la fabrication en série. Alors quand Hortefeux dit que ce n'est pas le prototype, c'est que cela doit être une erreur de fabrication et que la France ne saurait donc plus faire ou les Auvergnats ou les Maghrébins ou les poses photographiques. Et ce n'est jamais bon un problème industriel en temps de crise.

Aussi le sens le plus probable est celui de l'imprimerie, l'outil de fondeur qui sert à régler la force de corps d'un caractère d'imprimerie. C'est encore un coup de communication de la part de Brice Hortefeux ; mais celui-là ne doit pas servir de prototype.

Mais s'il veut que les gens d'origine maghrébine adoptent des mœurs bien françaises, boire de l'alcool et manger du saucisson, dans notre pays de libertés qu'il doit défendre, il ne faut pas prototyper. Ou alors Brice est un poète : Involontairement ils s'admiraient tous deux, car tous deux avaient prototypé dans tous leurs traits cette apparence de vigueur, de force et de caractère indomptable, qui est l'idéal de la beauté chez les sauvages (Eugène SUE, Atar-Gull, 1831)

Merins



"Georges-Maurice Durebyroute a disparu en cet été à la chaleur scélérate qui a pris aussi en tapinois Michael Jackson. La stupeur du décès de cet héritier d'Alexandre Dumas a frappé la constitution des Français qui se laissent aller à la grippe A, fous de douleur et histoire de perpétuer l'Histoire de France avec du bon H d'ici et surtout d'ailleurs."

Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture et de la Communication.

Racailles s'unit à cette peine et transmet les messages à sa famille et à l'Académie, donc à Cindy de Secret Story. Devant l'envie de culture, d'amusement, Racailles a appelé l'écrivain du bon Français, Max La Goal afin d'écrire la suite de l'Épopée Caennaise avec ce second tome « Loin dans le froid. »

« LOIN DANS LE FROID »

UN ROMAN HISTORIQUE DE MAX LA GOAL.

EPISODE 1.

L'ennemi était sur l'autre rive. On était donc enfin sur le front, en première ligne, ce dont on n'avait jusque-là qu'entendu parler. Cela faisait du bien d'une certaine façon et il était agréable que la ligne de front fût si nette : une étendue de glace unie et lisse. Cela au moins se remarquait et on y remarquait si l'ennemi avait l'intention d'avancer. Cela ne donnerait rien, car ici on pouvait faucher. (Pentti Haanpää, Guerre dans le désert blanc)

En ces temps la Normandie connaît un froid glacial.

Les dieux de la République font désormais lieu aux Régionales, aux élections disant le comte de Basse. Jà ils laissent place aux comtesses aussi loin que la Haute et ne semblent que se figer dans l'importance des chefs en leurs ordres.

Cela ne peut pas encore animer le cœur des Normands qui se voient s'enliser dans la misère et se laissent ainsi être enlevés par ce froid. Mais comment la Normandie est-elle devenue une société froide ? Non que les fumées des chars, des ateliers, des Sankt Hans aften, Midsommarstång, Johannes Kastaja et autres feux de Saint-Jean aient chauffé l'air, la terre, l'eau du Nord et du Sud, annihilant tous les courants.

La « société froide » a arrêté son Histoire pour tenir d'aplomb sa réfutation à toute nature, aussi humaine, et sa résistance intérieure. Un ordre formel a chassé l'alternative. Ces rites sont maintenant toutes les permissions et n'ont comme frontière que la peur du sauvage. Afin de demeurer humain, l'homme doit demeurer même.

Il devient ainsi fonction ; exemple, il vote. Mais cet humain est un humain neutre. Il a en lui le froid d'une guerre qui n'en finit pas. Les émois ne sont plus en la lutte entre hommes, ils refluent contre l'ego, lui-même contre sa part « contrôlée ». Ce choc mi-programmé n'a pas souvent une bonne fin.

Il s'ancre dans le champ de bataille où il se trouve, ou plutôt c'est cette plaine qui l'enrobe telle une toile. La mainmise politique doit avilir l'un distingué d'un monde en nations puis en peuples et pays, dissocier la société première, imposer aux plâtras ce principe d'organisation, pour enfin passer pour le Père sous couvert de sa Loi.

Ainsi l'Empire n'est pas un progrès, une consécration, mais une déliquescence qui doit le ralentir, le geler. L'Empire est ce qui retient, contre la résonance. Il est là l'autorité diachronique contenant l'arrivée d'un Antéchrist et la fin de la Prépotence.

L'Empire montre un air grimacier par son effort d'être au dernier stade avant la fin, d'en être là où, selon la croyance populaire, on voit passer la vie vers la lumière blanche.

Mais on traite, sans conscience, de l'Empire, du Capital tels Satan et ses bêtes. « La bête obligeait tous les hommes, petits et grands, riches et pauvres, esclaves et libres, à être marqué sur la main droite, sur le front. Nul ne pouvait acheter ou vendre s'il n'avait ce signe, le nom de la bête ou son chiffre. Ici la sagesse ! Que celui d'intelligent peut résoudre le problème du chiffre de la bête ; car il est celui de l'homme et ce nombre est 666 ! »

Ôter un tentacule n'est pas les tuer ; moraliser, verdoyer le capital n'est ni l'abolir, ni s'en défaire, ni en être libre. C'est aussi semblant.

Néanmoins cette marque est celle de la neutralité par l'Empire pour cet humain fait sieur, serf. La moindre différence peut être même une marque de l'Empire pour gérer cet humain en individu. Comme toute gestion est momentanée, ainsi l'Empire fait son jeu des semblants.

Le jeu le plus risible est bien celui des ego à droite pour le comté. Adoubé par la droite, Alain l'intendant s'en va pour n'être avec le centriste Philippe l'argenté. Et le plus ou moins démocrate Rodolphe l'éventé s'offre aussi. Les Verts de Rudy font une crise d'autonomie dans l'unité de la gauche du comte actuel Laurent le froid, encore en sa bonne discrétion.

L'ancien comte, Philippe le rond, pour durer, se voit refaire la cité de Caen d'ici vingt, même cinquante ans. Mais jà veut-on défaire le maire pour mettre son saint homme, Rodolphe, déjà roi des tours de passe-passe en sa cité.

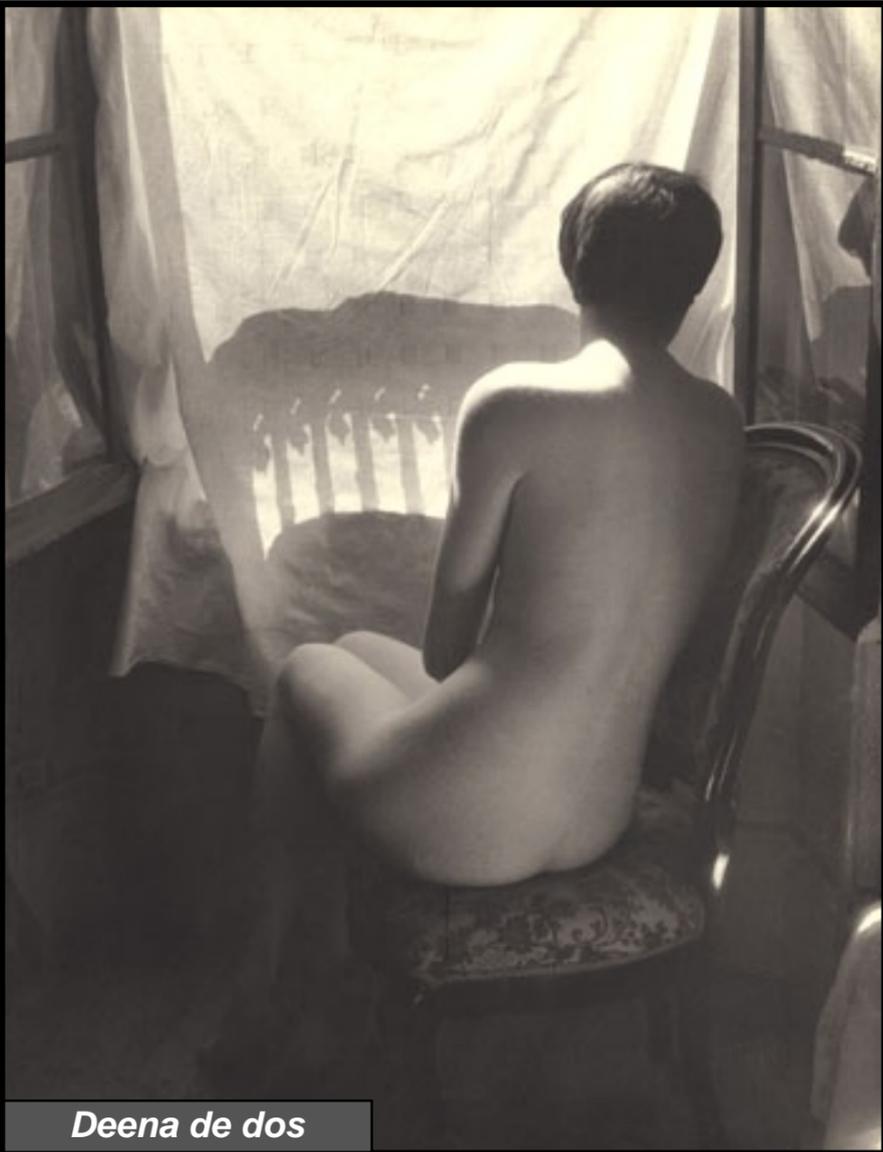
Tout cela vous vaudra donc des leçons de psycho-géographie dans les prochains épisodes de Loin dans le Froid !

NDLA : L'auteur tient à remercier Déficit Des Années Antérieures (DDAA) pour lui permettre de reprendre le nom d'un de ses titres, de l'album « Le bal des saltimbanques » que l'on peut trouver sur le blog de WFMU, disquaire indé de New York, qui va du rockabilly à l'expérimental, en passant par toutes les musiques du monde : <http://blog.wfnmu.org/freeform/>

Max La Goal

Le Zapping de Racailles...

L'actualité vue par la presse française zapette en main !



Deena de dos

Libération d'un sans-papier angolais

Un sans-papier angolais, père célibataire d'un petit garçon de cinq ans et demi, Chama, a été libéré ce soir du centre de rétention administrative de Bobigny, a annoncé le Réseau éducation sans frontières (RESF).

Cette libération, qui n'équivaut pas à une régularisation, intervient après une forte mobilisation associative et politique, le PS et le NPA étant intervenus et l'ancien ministre socialiste Jack Lang ayant écrit une lettre à Eric Besson, ministre de l'Immigration. Le sort

du petit Chama, qui devait rentrer jeudi dernier en maternelle à l'école Jean-Vilar de Saint-Denis et dont le père Joao Abel Gabriel, en France depuis 2002, avait été arrêté une semaine plus tôt, avait ému. Eric Besson avait alors demandé le réexamen du dossier de Joao Abel Gabriel, prévenant toutefois qu'il ne suffisait "pas que l'on entre en France, que l'on inscrive son enfant à l'école pour qu'il y ait protection des parents".

AFP pour Le Figaro

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2009/09/09/01011-20090909FILWWW00388-liberation-d-un-sans-papier-angolais.php>

Café de France



Ali Bongo, le nouveau-né de la Françafrique

Une fillette s'avance au-dessus de la barrière, une rose blanche à la main, et la tend au gendarme qui lui fait face. Les manifestants de ce samedi, Gabonais pour la plupart réunis à Paris, ont fait dans le symbole. Pour certains vêtus de costumes et de lunettes noires, les quelque 150 manifestants ont joué un cortège funéraire, celui de la mort de la Françafrique - ces relations troubles entre la France et les pouvoirs africains-, dix jours après l'arrivée au pouvoir d'Ali Bongo au Gabon. Les roses blanches devaient même échouer sur le parvis du palais de l'Élysée; c'était sans compter un dispositif policier important, et des barrières, pour contenir le mouvement

aux abords de l'avenue des Champs-Élysées. Dans le cortège, les slogans sont sans équivoque: «La Françafrique, c'est fini». Une pancarte brocardée le ministre des affaires étrangères, «Docteur Kouchner, Dictatologue Sans Frontières», alors que Robert Bourgi, conseiller Afrique officieux de Nicolas Sarkozy, qui a fait état sans scrupules de la nature de ses relations avec les chefs d'Etat africains il y a quelques jours, est lui aussi au centre des quolibets. Ali Bongo, récemment élu et contesté à la tête du Gabon, est considéré comme «le nouveau-né de la Françafrique». (...)

Florian Pecchio

<http://www.liberation.fr/monde/0101590601-ali-bongo-le-nouveau-ne-de-la-francafrique>

Willy Ronis, photographe

(...) 14 août 1910 Naissance à Paris. 1936 Photographie le Front populaire. 1945 Rejoint l'agence Rapho. 1954 Publie "Belleville-Ménilmontant". 1972 Quitte Paris pour L'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse). 2005 Rétrospective à l'hôtel de ville de Paris. 11 septembre 2009 Mort à Paris.

Gentil, Willy Ronis ? Le photographe ne l'a jamais nié. Une gaieté et une empathie qu'on retrouve dans ses images : avec leurs couples d'amoureux et leurs enfants rigolards, leurs petits métiers et leurs guinguettes animées, leurs gens modestes mais heureux, les photos de Willy Ronis sont tendres, et même "sentimentales". "Vous ne trouverez pas une seule photo méchante, expliquait-il au Monde en 2005. Je n'ai jamais voulu donner des gens une image ridicule." Et, alors que le passé qu'il décrit s'éloigne, ces photos alimentent à jamais la nostalgie d'une France pittoresque et fraternelle, proche de la carte postale. Une France de rêve plus que de souvenir.

Willy Ronis est mort à Paris, le 11 septembre, à 99 ans. Soit quinze ans après Robert Doisneau, dont la notoriété l'a longtemps éclipsé. Avec lui, c'est la page de la photographie dite "humaniste" qui se tourne. Comme Doisneau, Edouard Boubat, Izis, Sabine Weiss, Janine Niépce..., Ronis a travaillé pour les journaux dans l'après-guerre, en se concentrant sur la vie quotidienne des Français juste avant le grand bond dans la modernité.

Willy Ronis était issu de ces classes populaires qu'il a si souvent photographiées. Ses parents étaient des juifs d'Europe de l'Est qui avaient fui les pogroms, et son père, "ouvrier photographe", avait ouvert un petit studio à Paris. Mais c'est la musique, et non la photographie, qui attire initialement Willy Ronis : le jeune garçon se rêve compositeur. Le cancer de son père met fin à son rêve. Le voilà forcé de devenir son assistant au studio - un travail qu'il déteste. Les images de communiants, les incontournables "bébés nus sur peau de bique" l'ennuient mortellement.

"Le coeur à gauche"

(...) Willy Ronis se poste place de la Bastille, pour la victoire du Front populaire, le 14 juillet 1936. Dans la foule en liesse, il repère une enfant le poing levé sur les épaules de son père : elle deviendra la

célèbre Petite fille au bonnet phrygien. Toute sa vie, Willy Ronis se délectera des manifestations, des grèves, de la vie ouvrière, de la Fête de L'Huma. De tous ses complices de l'école humaniste, il est sans doute le plus engagé. Communiste, il aura sa carte au parti de 1945 à 1965. "J'ai toujours été motivé par les problèmes économiques et sociaux, disait-il, par la condition humaine... en tant qu'homme et photographe. Je mourrai le coeur à gauche."

La guerre n'est pas une période faste pour le fils d'immigrés juifs. Le photographe vit d'expédients et se réfugie en zone libre pour ne pas porter l'étoile jaune. Chez lui, à Paris, il conservera précieusement celle de sa mère, qu'il montrera souvent, éternel indigné, aux visiteurs de passage.

(...) En une dizaine d'années fastes, Ronis signe presque toutes ses icônes : la syndicaliste qui harangue les ouvriers en mars 1938 aux usines Citroën-Javel - même si la photo ne sera pas publiée avant les années 1980 -, le couple d'amoureux sur la colonne de Juillet place de la Bastille avec la ville de Paris à ses pieds, le petit garçon hilare qui court avec un pain plus grand que lui sous le bras, la péniche aux enfants sous le pont d'Arcole... Le photographe passe aussi des heures à arpenter le quartier Belleville-Ménilmontant, auquel il consacre un livre en 1954, Belleville-Ménilmontant, devenu un classique.

Willy Ronis a d'autres cordes à son arc : il fait aussi de la mode, parfois de la publicité ou des photos de sports d'hiver. Pendant toute sa vie, il aimera aussi capturer des nus aux courbes délicates. (...) C'est surtout dans la presse que Ronis a montré ses images, en particulier dans le magazine communiste Regards : "Nous étions des camarades ; avec eux il n'y avait pas de malentendu possible." Car le photographe a de mauvaises expériences : un jour, le New York Magazine recadre une de ses images et la légende de façon à dire du mal des syndicalistes. Furieux et entier, Willy Ronis va alors trier ses publications sur le volet. Il renonce même à travailler pour le prestigieux magazine américain Life : "Ils payaient royalement, mais les légendes étaient revisitées à New York. Cela ne me plaisait pas." Et, alors que la guerre froide bat son plein, il finit par quitter momentanément son agence, Rapho, pour être sûr de maîtriser totalement l'utilisation de ses images (...)

Claire Guillot pour Le Monde

http://www.lemonde.fr/carnet/article/2009/09/14/willy-ronis-photographe_1240202_3382.html

La femme qui avait hébergé un sans papier mineur relaxée

Claudine Louis, une Ariègeoise de 55 ans, risquait jusqu'à 5 ans d'emprisonnement pour avoir accueilli Obaïdullah, un Afghan de 16 ans. Le tribunal a estimé mardi que son acte avait été «nécessaire à la sauvegarde du jeune».

Ils étaient une petite centaine, principalement des membres du Réseau éducation sans frontières (RESF) et de la Ligue des droits de l'Homme, à être venus soutenir mardi Claudine Louis à la sortie du tribunal correctionnel de Foix, dans l'Ariège. Accusée d'avoir hébergé illégalement un jeune Afghan sans-papiers, le tribunal a finalement décidé de relaxer cette femme de 55 ans. Son intervention a été considérée comme «nécessaire à la sauvegarde du jeune». Au regard de «la situation de danger dans laquelle se trouvait ce jeune SDF sans protection ni ressources, elle a agi face aux carences des pouvoirs publics et a dû faire face à la complexité des rouages administratifs», a jugé le tribunal.

Claudine Louis risquait cinq ans d'emprisonnement et 30.000 euros d'amende pour avoir recueilli, fin décembre 2008, Obaïdullah, un jeune Afghan orphelin de 16 ans. Pendant trois mois, l'Ariègeoise héberge l'adolescent chez elle, le nourrit, le soigne, lui apprend à parler français. Elle tente également de régulariser sa situation mais avoue se heurter à un mur administratif. Finalement, le 2 avril 2009, faute de réussir à lui obtenir des papiers, elle le

dépense devant le service des étrangers de la préfecture de Foix. Un acte considéré comme un abandon pour certains mais Claudine Louis a justifié son geste dans l'Express : «J'avais peur que les démarches ne traînent jusqu'à ses 18 ans et qu'il soit alors expulsé, donc j'ai voulu forcer les choses. Et d'ailleurs j'ai réussi puisque le soir même il était placé en foyer». Le 21 juillet dernier, le parquet avait requis une condamnation avec dispense de peine pour son «délit de solidarité».

A peine sortie du tribunal, Claudine Louis a avoué être soulagée par la décision du tribunal de Foix. Elle a notamment salué «une jurisprudence qui ne condamne pas des gens qui aident des mineurs en danger». Elle compte aujourd'hui renouer le contact avec son jeune protégé qui vit actuellement sous tutelle dans un foyer à Pamiers, dans l'Ariège. Elle a également fait savoir qu'elle souhaite l'aider à obtenir son titre de séjour.

Les associations venues soutenir Claudine Louis se sont aussi déclarées satisfaites à l'annonce du verdict. «Certes le tribunal ne refait pas la loi, mais nous avons l'espoir d'une législation nouvelles avec une ligne de séparation très claire et précise entre les passeurs et ceux qui agissent au nom de la fraternité», a déclaré le porte-parole du mouvement Réseau éducation sans frontières (RESF) et de la Ligue des droits de l'Homme de l'Ariège.

Caroline Politi (lefigaro.fr)

<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2009/09/08/01016-20090908ARTFIG00553-la-femme-qui-avait-heberge-un-sans-papier-mineur-relaxee.php>

Eric Besson ne cède pas sur les enfants de sans-papiers

Eric Besson annonce que 17.000 sans-papiers ont été expulsés de France sur les sept premiers mois de l'année et qu'il ne mettra pas fin à la rétention des familles avec des enfants. La Ligue des droits de l'homme, notamment, a dénoncé la présence d'enfants dans les centres de rétention administrative, le quotidien La Croix citant le chiffre de 242 en 2007. Prié de dire sur LCI s'il comptait renoncer à une telle pratique, le ministre de l'Immigration a répondu: "Non, je ne vais pas y mettre fin." Eric Besson a estimé que la rétention d'enfants dont les parents ont vocation à être expulsés était "assez rare" et que celle-ci durait "très peu de jours". Il a également avancé que les parents étaient "libres de choisir d'amener ou pas leurs enfants dans un centre de rétention ou de les confier à l'extérieur". Le ministre a enfin avancé que la circulaire qui permettait cette pratique avait été signée par l'ancien Premier ministre socialiste Lionel Jospin. "Autrement dit, ce sont des socialistes qui ont pensé qu'il était plus sain pour

les familles et les enfants d'adapter comme ça les chambres dans les chambres de rétention", a-t-il dit. Selon les associations humanitaires, la période estivale a vu une multiplication des placements de familles avec enfants en centre de rétention administrative. Eric Besson a mis en avant le maintien de l'unité familiale mais la Ligue des droits de l'homme a réclamé la libération des familles placées en rétention. "Nous vous demandons de mettre fin à cette inversion du droit qui ignore la spécificité de l'enfance et met notre pays dans une situation inacceptable au regard de ses engagements internationaux", écrivait-elle dans une lettre ouverte.

Concernant les expulsions, Eric Besson a rappelé que l'objectif qui lui avait été fixé par Nicolas Sarkozy était de 27.000 reconduites à la frontière pour 2009. "On respectera à peu près cet objectif", a-t-il affirmé, tout en soulignant qu'il était un peu en deçà pour les sept premiers mois de l'année.

Gérard Bon (Reuters)

http://tempsreel.nouvelobs.com/depeches/topnews_reuters/20090903.REU1495/eric_besson_ne_cede_pas_sur_les_enfants_de_sanspapiers.html

Racailles est aussi en ligne !

Si vous voulez découvrir, redécouvrir ou faire découvrir les anciens numéros de votre journal préféré, une adresse, la seule, l'unique :

<http://racailles.lescigales.org>.

VOUS DECOUVRIREZ des vidéos exclusives...Et surtout un tout nouveau site tout beau, tout neuf, tout bien, avec des vidéos, des sons... Sinon vous pouvez toujours nous envoyer vos contributions (textes, dessins, poèmes, analyses, remarques, photos, suggestions, infos exclusives...), faut surtout pas hésiter !

red-racailles@no-log.org.



Grève d'ouvriers-charpentiers, 1950

Le campement des Enfants de Don Quichotte est sous la menace d'une expulsion !

Deux militant bénévoles, soutenant le Collectif des Enfants de Don Quichotte 31, ont été assignés au Tribunal Administratif de Toulouse, suite à une demande d'expulsion formulée par le président de l'université de droit de l'Arsenal. L'audience aura lieu le lundi 14 septembre à 10h00 au tribunal administratif, 68 rue Raymond IV à Toulouse.

Jeudi 10 septembre, une réunion institutionnelle a eu lieu à la préfecture sur la question de l'hébergement et du logement. Elle réunissait des représentants de la préfecture et de la DDASS, du Conseil Général et de la mairie de Toulouse.

Des engagements ont été pris pour qu'une telle réunion soit organisée tous les 3 mois. Nous considérons que c'est largement insuffisant compte tenu de la situation critique dans le département de Haute-Garonne en matière d'accueil et

d'hébergement des personnes sans-abris ! La préfecture refuse toujours de répondre favorablement à notre demande de table ronde, pourtant soutenue par la mairie de Toulouse, le Conseil Général de Haute-Garonne et plusieurs députés du département, et qui permettrait aux associations et à la FNARS d'être présentes à ces réunions.

La FNARS et le Collectif Inter Associations de Toulouse ont rédigé un courrier de soutien au campement des Enfants de Don Quichotte, à l'attention de Monsieur le préfet de la Haute-Garonne, de Monsieur le maire de Toulouse et de Monsieur le président du Conseil Général.

« La Fnars Midi-Pyrénées et le Collectif Inter Associations partagent le constat et les revendications de l'association des Enfants de Don Quichotte. [Ils] s'opposent par principe à toute expulsion du campement sans qu'une solution, individuelle ou collective, ne soit proposée à l'ensemble des personnes présentes. »

Don Quichotte 31

**Attention
Lire peut
rendre
libre !**

Quand il y en a un ça va...

La photo d'une autre semaine



... c'est quand il y en a beaucoup que ça pose problème ! (B. Hortefeux)

Où trouver Racailles ?

Dans toutes les bonnes manifs, mais aussi...

...Dans les bars :

- La Parenthèse (Université Campus1)
- Bar de la Fac (rue du Gaillon)
- Béabar (rue du Gaillon)
- Le Kitsch (place de la Mare)
- Le Niouzz (boulevard Leroy)

...Dans les librairies :

- La librairie de l'Université

...Dans un cinéma :

- Le cinéma Lux

Les liens amis :

- **Résistances-Caen**
<http://www.resistances-caen.org/>
- **Unicaen Off**
<http://www.unicaen.net>
- **Les enfants de Donquichotte de Caen**
<http://donquichotte14.over-blog.com/>
- **Le cinéma Lux**
<http://www.cinemalux.org/>
- **Bellaciao**
<http://bellaciao.org/>
- **Indymedia**
<http://www.indymedia.org/>
- **Association Amavada**
<http://www.amavada.com/>
- **Ganva**
<http://ganva.blogspot.com/>

Les liens à voir :

- **Foire au grenier des Don Quichotte (Cityzen TV)**
http://www.wat.tv/video/070909-1s1ll_1m3mm_.html
- **Bavure de l'OTAN en Afghanistan par AlJazeera**
<http://bellaciao.org/fr/spip.php?article90791>
- **Hortefeux fait dans le racisme (pour changer)**
http://www.dailymotion.com/video/xafxrd_quand-brice-hortefeux-derape_news
- **Willy Ronis : interview de Mediapart**
http://www.dailymotion.com/video/x9d9va_willy-ronis-photographe-dun-siecle_creation
- **Bachelot s'amuse à chanter dans un hôpital (en fin de vidéo, triste constat...)**
<http://videos.lefigaro.fr/video/iLyROoafMOr8.html>